CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

MOTION D'ORDRE

FAITE

PAR ESCHASSERIAUX aîné;

SUR LES DANGERS DE LA RÉPUBLIQUE.

Séance du 26 thermidor an 7.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

LE Directoire exécutif, vivement frappé des maux de la République, vous en a exposé la situation dans ses messages, et vous a demandé des mesures promptes

pour en arrêter le cours. Vous avez déja répondu à sa sollicitude ; mais la vôtre, dans la crise présente, est de seconder le Drectoire de toute la puissance de la législation, et de chercher ainsi tous les moyens de sauver l'État.

Ce double élan vers le salut public, cette réunion de forces des deux pouvoirs en harmonie, secondés de toute l'énergie de la nation, triompheront, n'en doutez pas, de tous les périls qui environnent la République ; mais il faut ici sonder toute la profondeur de sa plaie, ne pas craindre de mesurer d'un œil ferme l'étendue de nos maux : ils sont grands, il ne faut pas se le dissimuler.

Plus nous arrêtons nos regards sur la situation de la République, plus cette situation nous offre des pensées douloureuses et un sombre avenir : chaque jour nous apporte la nouvelle d'un attentat contre la patrie, d'un nouveau complot de ses ennemis, du massacre de plusieurs républicains. Le royalisme a levé un étendard audacieux dans pluseurs départemens, ses bandes nombreuses sont organisées et armées : les fonctionnaires publics sont sans force, les lois impuissantes, l'opinion sans énergie. L'asyle des républicains est violé, ensanglanté, pillé : ici on les assassine en détail, et ailleurs ils tombent en masse.

Des proclamations excitant le peuple à la révolte, à la royauté, sont répandues par les mains perfides de nos ennemis : les imaginations sont séduites ou épouvantées ; la terreur est dans l'ame des amis de la liberté.

Un affreux déchirement menace la République ; de nouveaux flots de sang sont près de couler si vous ne vous hâtez, représentans, de faire tomber, par votre fermeté, le poignard parricide des mains ensanglantées des royalistes, et de déjouer par votre surveillance toutes les trames ourdies dans l'ombre par les ennemis divers de la République.

Une inquiétude générale, qui fatigue le corps de l'Etat, vient encore aggraver cette situation ; les passions et les intérêts de parti réagissent en sens divers ; au milieu de ce désordre social, les éternels ennemis du grand ouvrage de la révolution croient le moment venu, et s'efforcent de le renverser ; tous les républicains se tournent vers le Corps législatif et le Directoire pour leur demander les moyens prompts de sauver la patrie : voilà l'affligeant tableau de l'intérieur.

Pourquoi craindrois-je de vous parler des dangers de l'extérieur ? la vérité est un devoir pour un représentant du peuple dans des circonstances graves ; le silence, une lâcheté, un crime.

Des succès ont enhardi l'ennemi et doublé ses espérances et ses forces ; des revers, fruit de l'ineptie ou de la trahison, nous ont enlevé la prépondérance que la valeur de nos armées avoit conquise à la République. La politique de nos ennemis nous a isolés d'une partie de l'Europe, et a réussi à l'armer contre nous. Nos alliés se découragent dans la longue attente de voir sortir du Corps législatif un décret qui les

rende à leur première énergie, et relève leurs espérances abattues; il invoquent, en tombant sous la puissance des rois, nos traités d'alliance.

Les peuples qui s'étoient rangés naguère à notre voix sous les étendards victorieux de la République, livrés maintenant à un triste abandon, indécis et timides, la crainte les enchaîne au char d'un vainqueur barbare, Naguère encore le doux espoir de la liberté sembloit luire sur une partie du globe; à voir les retours cruels de la fortune, les fautes ou les crimes de ceux qui ont dirigé les affaires, on diroit que ce monde infortuné a été formé pour la tyrannie. La grande nation qui avoit tout vaincu, tout créé autour d'elle, semble ne plus exister que dans ses armées et dans quelques ames généreuses.

La cause de cette décadence, représentans, je la vois dans une fausse politique, dans une administration mal assurée, dans le défaut de développement et de direction de nos moyens. Les monarchies sont devenues révolutionnaires contre nous, et nous avons pris, pour les combattre, l'apathie des monarchies. Nos ennemis n'ont qu'une direction, qu'un but, qu'un plan, celui de nous détruire; c'est-là que se dirige toute l'action et la politique de leur gouvernement. Et nous, un système meurtrier de contre-forces, presque adopté jusqu'ici comme une maxime d'état dans le gouvernement général de la République, nous mine, use, diverge nos moyens, empêche l'essor de toutes les grandes idées de salut national, et comprime tous les ressorts de la puissance publique. Les résultats

seroient désespérans, si j'entreprenois ici de les développer. Je vous avertis que vous ne tiendrez pas avec ce systême en Europe : c'est celui de vos ennemis contre vous.

Nous sommes législateurs ; quand serons-nous donc hommes d'état ? quand approfondirons-nous donc la cause de nos maux, et nous éleverons-nous à ces grandes conceptions qui en sont le remède ?

Je ne sais pas même s'il n'est pas instant de l'appliquer. Nous sommeillons sur le bord d'un abyme ; l'approche de l'ennemi extérieur a jeté dans l'ame de nos ennemis intérieurs une audace qui ne se cache plus, et d'affreuses espérances qui recèlent des projets plus affreux encore ; tout ce qui nous arrive chaque jour, de nouvelles des départemens, annonce que nous sommes à la veille d'un grand danger. Dans le moment où je vous parle, le jour, l'heure où doit éclater peut-être un grand complot est marqué par nos ennemis ; ils ont déja signalé dans leurs projets l'endroit où ils s'apprêtent à porter un coup mortel à la République, et la hache royale est peut-être en ce moment suspendue sur vos sêtes.

Que faisons-nous cependant, représentans du peuple, au milieu des périls imminens de la patrie ? nous délibérons tranquillement dans cette enceinte avec les meilleurs intentions ; il semble que nous ne soyons frappés que de ce qui nous environe : nous rappelons les événemens passés, sans songer à ceux qui nous menacent. Nous avons tous la République dans le cœur,

et nos divisions d'opinions sont prêtes à se changer en querelles intestines. On nous divise, que dis-je! on nous épouvante, on cherche à diviser et épouvanter les premières autorités de l'État pour leur faire perdre la véritable ligne sur laquelle elles doivent faire marcher la République.

On les épouvante, parce qu'on sait bien que des esprits que la peur enchaîne ne peuvent produire rien de grand et de salutaire pour la patrie. On cherche à frapper d'une léthargie mortelle l'énergie nationale, parce qu'on sait bien qu'avec elle la République sortiroit victorieuse de tous les dangers. Certes, il faut signaler tous ces dangers et combattre également et le partisan de l'infame royauté, et le furieux qui voudroit renverser la constitution de son pays.

Mais il me semble qu'il est impolitique de confondre quelques hommes dangereux avec ces masses de bons citoyens réunis, et sur-tout de les craindre plus que les projets des cabinets coalisés, que les deux tiers de l'Europe armés contre nous, que les escadres et les armées qui cernent la République, que le sanguinaire royalisme qui la perce tous les jours au cœur, que l'affreuse cupidité qui la dessèche, que la corruption qui la dévore à sa naissance.

On sait qu'une agitation salutaire est la vie des Républiques, et l'on voudroit l'indifférence et la tiédeur qui en sont la mort.

On veut que tout le monde soit sage, et l'inquiétude est dans tous les esprits. En nous constituant en République

avons-nous dû nous attendre que la nature changeroit pour nous ses lois, et que dans une population de trente millions d'hommes il n'y auroit jâmais que des hommes tranquilles, des esprits égaux ? c'est ce que tout l'art des législateurs n'a pu obtenir encore des peuples même les plus civilisés.

Je ne vois que deux choses sur la terre qui égalisent les hommes, la servitude et le tombeau.

On nous présente sans cesse les hideux tableaux d'un régime que toute la France abhorre, des crimes qui ont fait nos malheurs et que nous avons en horreur, d'un régime qui ne peut renaître que lorsqu'on aura renversé le dernier législateur; et on ne nous retrace jamais les beaux souvenirs de notre gloire, dont les ames attiédies auroient tant de besoin pour s'embrâser encore de ces passions vives de dévouement qui sauvèrent tant de fois la patrie.

Croit-on faire chérir beaucoup la liberté aux Français et aux étrangers, en la peignant sans cesse à côté et menacée du régime de 93, en la représentant, ainsi que ceux qui l'ont servie, comme des divinités terribles qui ne se montrent jamais qu'à travers d'horribles images et les éclats de la foudre ?

Je n'ai jamais été, ni ne serai jamais l'esclave ni le chef d'aucune faction. J'ai le droit de dire ici ma pensée.

En fouillant dans le passé, en exhumant toujours les maux de la révolution, en remettant toujours sur la scène, au gré des passions, les hommes qui ont figuré

sur ce périlleux théâtre, il me semble que l'on suit encore un systême plus irritant que conciliateur, systême cruel auquel nous devons une partie des crises qui nous ont agités depuis quatre ans, systême terrible qui exaspère toutes les haines, crée des classes de proscrits, échauffe les partis, appelle les convulsions, produit le désespoir, et finit par déchaîner sur l'Etat d'affreuses guerres civiles.

Ah! représentans, l'art de conduire les hommes, que nous devons enfin savoir à fond si nous voulons vivre sous un gouvernement libre, ne trouvera-t-il jamais des moyens de calmer plutôt que d'irriter, de réunir au lieu de diviser, de faire de bons citoyens au lieu de créer des coupables, d'attacher plutôt que d'aliéner, d'élever tous les esprits vers la grande chose de tous, et de faire aimer le gouvernement de son pays à celui qui n'est plus bon à rien, qui devient un instrument dangereux quand on l'a persécuté, avili, dévêtu de l'estime de soi-même et de celle de ses concitoyens? J'appelle, représentans du peuple, vos tardives méditations vers cet objet sur lequel est fondé la tranquillité et la sûreté d'un Etat. Ah! certes, vous tous qui avez fait la révolution sous des couleurs d'opinions différentes, sous des degrés différens de froideur ou d'exagération, si l'affreuse royauté revenoit parmi nous, ce n'est point sur des nuances d'opinions plus ou moins exagérées, c'est sur toutes les têtes des républicains que tomberoit sa vengeance.

Cette vérité nous frappe : l'échafaud de Barnevelt

et de Sidney, le sort des amis de la liberté dans tous les pays du monde, les affreuses barbaries sous lesquelles succombent en ce moment tous les républicains en Italie, nous crient de nous réunir contre les vengeances des rois.

Il semble que le sang de ces martyrs ait coulé sans fruit pour nous.

O République ! ô patrie ! ô constitution de l'an 3 ! quelles sont donc vos destinées ! La liberté n'auroit-elle lui un moment sur la terre, que pour éclairer bientôt les tombeaux de ses vrais amis ?

Voilà le triste état où nous sommes, représentans, voilà la situation de la République. Le peuple vous crie de toutes parts de sauver la patrie : sauvez-la, représentans. Vous craignez l'effervescence de quelques hommes dangereux et leurs projets ? votre crainte est légitime : mais soyez grands, soyez énergiques ; prenez l'initiative de toutes les grandes mesures de salut public ; tout se taira devant vous. Sortons enfin de l'espèce de sommeil où trop de confiance jusqu'ici nous a plongés, si nous ne voulons pas nous réveiller bientôt aux cris furieux des assassins de la patrie et de tous les républicains qui l'ont fondée ou qui la défendent ; si nous ne voulons pas qu'après avoir versé des larmes sur l'excès des maux auxquels est livrée la République, et pour s'en dérober le déchirant spectacle, il ne reste plus aux amis de la liberté qu'à aiguiser en silence le poignard qui trancha, dans des temps antiques et infortunés, la vie de tant d'hom-

mes vertueux, lorsqu'ils n'eurent plus de patrie à servir.

Je demande qu'il soit nommé une commission qui présente le plutôt possible les mesures législatives et constitutionnelles de sauver l'état de la crise où il se trouve, et sur-tout de proposer les moyens de ranimer l'esprit public, et d'organiser un plan de défense générale pour tous les départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Thermidor an 7.